



**REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES**

**N° 4 Janvier 2017**

**Les Effets Macroéconomiques De La Décentralisation Fiscale :**

**Une Revue De Littérature**

**The Macroeconomic Effects of Fiscal Decentralization:**

**Literature Review**

**MIRI Meriem**

Doctorante à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques  
et Sociales de Tanger-MAROC

[Meriem\\_miri@live.fr](mailto:Meriem_miri@live.fr)

**Pr. TAACHA El hassan**

Professeur habilité  
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales de Tanger-MAROC

**Résumé**

Cet article propose une revue de littérature des effets macroéconomiques de la décentralisation en mettant au point la relation décentralisation fiscale-croissance économique. L'objectif étant de tirer au clair les différents points de vue théoriques sur les effets de la décentralisation (positifs et négatifs) et s'intéresser ensuite aux différentes études empiriques qui décèlent la relation de la décentralisation et la croissance économique. Nous proposons dans ce sillage une grille de lecture résumant les principales études empiriques en distinguant ceux des analyses inter-pays et ceux des analyses d'un seul pays. La conclusion tire au clair certaines questions relatives aux études empiriques, qui appellent de plus amples investigations.

**Mots clés :** Décentralisation, décentralisation fiscale, croissance économique, revue de littérature.

**Classification JEL** H7, O1

**Abstract**

This article presents a literature review of the macroeconomic effects of decentralization by highlighting relationship between fiscal decentralization and economic growth. The aim is to clarify the different theoretical views on the effects of decentralization (positive and negative) and then focus on the different empirical studies which reveal the relationship of fiscal decentralization and economic growth. We propose in this wake a reading grid of the main empirical studies distinguishing cross-country analyzes from those of single country analyzes. The conclusion underlines certain issues relating to empirical studies that call for further investigations.

**Keywords:** Decentralization, fiscal decentralization, economic growth, literature review.

## 1. Introduction :

Plusieurs pays se sont engagés dans des processus de régionalisation et de décentralisation visant à donner aux collectivités territoriales plus d'autonomie. L'objectif est de réduire le rôle de l'état central au profit des dites collectivités et ainsi, l'atteinte de la croissance économique, basée sur des indicateurs de stabilité macroéconomique. L'enjeu majeur n'est pas seulement de se focaliser sur cette augmentation mathématique des valeurs ajoutées mais aussi d'améliorer le niveau de vie des gens et leur environnement surtout pour les pays émergents et en voie de développement.

La décentralisation fiscale est considérée comme la pierre angulaire de toute décentralisation réussie car elle permet de donner aux collectivités les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses décentralisées. Elle est considérée comme une stratégie efficace pour promouvoir la croissance économique en augmentant l'efficacité du secteur public.

Le terme «décentralisation fiscale» se réfère à la dévolution de l'autorité pour les finances publiques et la prestation des services gouvernementaux du niveau national au niveau infranational (Tanzi, 1995). Ce transfert est lié aux quatre principales interrelations entre les paliers de gouvernement en ce qui concerne les questions financières, à savoir la responsabilité de (i) les décisions de dépenses; (ii) les pouvoirs en matière des recettes et de taxation; (iii) les emprunts infranationaux et (iv) les transferts intergouvernementaux (Vo, (2010) p 657).

En se référant à la théorie du fédéralisme budgétaire, de première et de seconde génération (Oates, 2005), les effets de la décentralisation sont classés selon les trois fonctions de l'Etat<sup>1</sup> : allocation des ressources, redistribution et stabilisation de l'activité économique.

L'efficacité allocative est justifiée par le principe de proximité politique et celui de compétition. Le premier, se base sur le rapprochement des décideurs politiques et des citoyens qui génère une amélioration, d'une part, de la connaissance des besoins et des préférences des populations (Hayek, 1948) et d'autre part de la responsabilité et l'efficacité des gouvernements locaux (Seabright, 1996). Le deuxième, se base sur la compétition inter-juridictionnelle que la décentralisation induit provoquant ainsi une amélioration de l'adéquation de l'offre des biens et services publics aux préférences des habitants (Tiebout,

---

1 <sup>®</sup> Musgrave, R. A. (1959). "The theory of public finance".

1956 ; Oates, 1972) et stimulant ainsi la recherche d'efficacité par les gouvernements locaux (Salmon, 1987 ; Besley & Case, 1995). Cette allocation optimale des biens et services publics génère une efficacité économique locale et permet de puiser dans des potentiels locaux autrefois inexploités.

Toutefois, la majorité de la littérature avance que la fonction de redistribution des revenus devrait rester de la responsabilité du gouvernement central car les ressources fiscales et les capacités administratives des gouvernements locaux des pays en développement sont souvent trop limitées pour envisager des politiques redistributives efficaces (Smoke, 2001). De plus, la décentralisation dans les pays en développement met en péril la fonction de stabilisation vue l'incapacité des gouvernements locaux de faire face aux fluctuations économiques de court terme<sup>2</sup> ainsi que d'un point de vue structurel.

Les études empiriques qui se sont consacrées à évaluer les effets macroéconomiques et microéconomiques de la décentralisation sont nombreux. Toutefois, ceux qui s'intéressent aux cas des pays émergents et en développement restent limités. La plupart sont descriptives et anecdotiques et les résultats empiriques sont mitigés entre ceux mettant en lumière des liens positifs et ceux donnant lieu à des effets négatifs. Certains experts comme Davoodi & Zou (1998) ont montré que la décentralisation fiscale ne donne pas d'effet significatif sur la croissance économique des pays en développement. Alors que, Iimi (2005) et Malik (2006) ont montré les effets positifs sur la croissance économique.

Toutefois, on peut distinguer les études empiriques qui s'intéressent à une analyse inter-pays, donnant ainsi une idée générale sur la relation entre la décentralisation fiscale et la croissance économique et ceux qui s'intéressent au cas par cas. L'enjeu de notre article est d'étaler les effets de la décentralisation théoriquement et de s'intéresser aux travaux empiriques en la matière en distinguant ces deux cas de figure en éclairant plus sur le cas des pays émergents et en développement. L'objectif étant de soulever des questions pour les travaux futurs.

## **2. Revue théorique des effets de la décentralisation :**

### **2.1. Les effets positifs de la décentralisation :**

---

<sup>2</sup> Les fluctuations macroéconomiques sont particulièrement importantes dans les pays en développement particulièrement vulnérables à des chocs exogènes (prix, climat,...) ce qui nécessite une coordination des politiques de stabilisations au niveau local.

Les effets attendus de la décentralisation sont une meilleure allocation des biens et services publics fournis et une plus grande efficacité de leur production. Ces effets résultent de deux mécanismes majeurs à savoir la proximité et la compétition.

D'une part, cette proximité entre les décideurs locaux et les citoyens génère un avantage informationnel démontré par Hayek (1948) et Oates (1972). Les gouvernements locaux sont censés détenir plus d'information, à moindre coût, sur les membres de leur communauté et être ainsi plus susceptibles de reconnaître les ménages les plus pauvres, d'autant que la nature de la pauvreté peut varier d'une juridiction à l'autre.

D'autre part, la proximité devrait favoriser la participation des citoyens politiquement et, en retour, la responsabilité des décideurs politiques. Par conséquent, les gouverneurs locaux, soumis à la pression des citoyens, sont incités à une plus grande efficacité dans la fourniture des biens et services publics. Toutefois, cette hypothèse suppose dans le cas des pays en développement que la démocratie locale fonctionne effectivement ainsi qu'un niveau d'alphabétisation et une conscience politique des citoyens, ce qui paraît peu réaliste dans les pays les plus pauvres (Bardhan & Mookherjee, 2006).

En raison de cette proximité avec la population et de la meilleure connaissance des besoins, l'administration locale réduit également les chaînes d'approvisionnement et réduit les coûts, générant potentiellement une plus grande efficacité économique et même en réduisant les risques associés à la perte du pouvoir redistributif par le gouvernement central (Ezcurra & Pascual, 2008).

Suivant les prédictions théoriques des approches fondatrices de Tiebout (1956) et de Oates (1972), la compétition entre gouvernements locaux devrait améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de biens et services publics et favoriser une plus grande efficacité des politiques publiques. Ainsi, les individus, parfaitement informés et mobiles, peuvent se déplacer dans les juridictions qui satisfont le mieux leurs préférences.

Grâce à la concurrence, les gouvernements locaux sont maintenus sur leurs orteils limitant la possibilité de l'inefficacité, la recherche de rente et les pratiques de corruption (Breton, 1996). La décentralisation fiscale est également souvent considérée comme un moyen de promouvoir des marchés plus efficacement (McKinnon, 1997; Marks & Hooghe, 2004).

Enfin, la décentralisation fiscale est souvent considérée comme un moyen d'accroître la participation, la transparence et la responsabilité dans l'élaboration des politiques (Putnam,

1993; Ebel & Yilmaz, 2002). En raison de la proximité accrue entre les gouvernants et les gouvernés, la décentralisation fiscale permet une mise en réseau entre les individus et les institutions ce qui contribue à réduire des coûts de transaction.

## **2.2. Les effets négatifs de la décentralisation :**

Toutefois, nombreux sont les critiques par rapport aux effets négatifs de la décentralisation sur les performances macroéconomiques surtout aux pays en développement. Car, loin des effets positifs attendus de cette décentralisation, suite aux principes de proximité et de compétition (Hayek, 1948 ; Tiebout ,1956 ; Oates, 1972), les effets négatifs trouvent appui dans les problèmes rencontrés par les gouvernements locaux dans l'application d'une décentralisation qui génère des avantages.

La première critique retenue contre la décentralisation fiscale concerne les fondements du principe de proximité. Apparemment, il n'y a aucune raison impérieuse de croire que les informations obtenues au niveau central sont moins précises que celles recueillies au niveau local (Tanzi, 1996). De plus, le même auteur avance que les populations locales n'ont pas le pouvoir d'influencer effectivement sur les actions des responsables locaux car la démocratie locale est relativement faible et inefficace en particulier dans les pays en développement. Prud'homme (1995) fait valoir également que les préférences locales sont complexes et multiples. Elles ne peuvent pas être exprimées en un seul vote car les élections locales dépendent généralement des loyautés personnelles et / ou politiques et reflètent rarement les préférences de la population locale.

En outre, l'efficacité allocative de la décentralisation est limitée par l'existence d'économie d'échelle, d'effets de débordement ou encore de capacités techniques, administratives ou fiscales limitées (Caldeira & Rota-Graziosi, 2014). Cette limitation des capacités techniques et financières génère une faiblesse des investissements dans la technologie et l'innovation (Prud'homme, 1995). Prud'homme (1995) et Bardhan (2002) soulignent également le risque d'une corruption plus importante qu'induit la décentralisation dans un pays en développement. Les décideurs locaux ont plus de facilité à établir des relations privilégiées avec les groupes d'intérêts locaux et sont plus sensibles à la pression de ces derniers<sup>3</sup>.

La décentralisation n'a pas un effet uniforme sur l'ensemble du territoire, son impact dépendant largement des capacités fiscales et techniques des gouvernements locaux et de celles des citoyens à se faire entendre. La décentralisation bénéficie alors aux populations déjà

---

<sup>3</sup>Tanzi (1994) estime également que la corruption est plus forte au niveau local puisqu'elle est stimulée par la proximité des agents qui favorise les relations personnelles, plus propices à la corruption.

avantagées, creusant l'écart avec les plus pauvres. Caldeira et al. (2012) prouvent dans leur étude empirique du Bénin : la décentralisation a un impact moyen positif sur l'accès aux services de base mais tend à accroître les inégalités d'accès entre et à l'intérieur des juridictions locales.

Dans ce sens, la fonction de redistribution devrait rester de la responsabilité du gouvernement central car la décentralisation conduirait au risque d'un accroissement permanent des inégalités (Prud'homme, 1995 ; Manor, 1999). Face à ce risque, la littérature s'accorde sur la nécessité d'associer à la décentralisation un système de transferts intergouvernementaux stable, équitable et efficace (Buchanan, 1950 ; Oates, 1972 ; Gramlich, 1977). D'après les théoriciens de la première génération, il semble que la décentralisation fiscale ne tend pas à réaliser systématiquement les objectifs de répartition des revenus en raison des interdépendances économiques entre les juridictions infranationales qui agissent pour réduire toute la diversité dans la distribution des biens qui existeraient entre les gouvernements de niveau inférieur. Une politique de redistribution des revenus a une plus grande chance de succès si elle est effectuée au niveau national (Oates, 1972, p. 9).

La décentralisation aura aussi des conséquences sur la fonction de stabilisation car la politique budgétaire, qui est un levier important de celle-ci, est difficilement maîtrisable au niveau local. Ceci est dû aux effets de débordement (Prud'homme, 1995), aux recettes budgétaires locales peu élastiques au revenu (Smoke, 2001) ainsi qu'à la faiblesse de l'incidence des gouvernements locaux dans l'emploi et les dépenses dans les pays en développement. L'idée reçue parmi les théoriciens de la première génération est claire: la décentralisation des arrangements financiers ne sert pas à améliorer l'objectif de stabilisation macro; plutôt, la stabilisation macroéconomique représente une contrainte au degré possible des pouvoirs dévolues aux gouvernements infranationaux (Oates, 1972, p. 7).

La plupart des critiques contre la décentralisation ne rejette pas l'idée de la décentralisation en soi, mais plutôt incite à mettre en évidence la nécessité d'augmenter le processus de décentralisation avec certains types d'institutions. En présence de ces dispositions institutionnelles qui régissent la conception et la mise en œuvre de la décentralisation, elle pourrait porter les fruits qui sont promis par ses partisans.

### **3. Revue des études empiriques sur les effets macroéconomiques de la décentralisation :**

#### **3.1. Les analyses inter-pays :**

Un certain nombre d'études se sont penchés sur l'analyse du lien entre la décentralisation fiscale et la croissance économique. Ces études peuvent être distinguées selon qu'on analyse sur le plan d'un seul pays ou inter-pays. Toutefois, ces études ont donné des résultats mitigés, car nombre d'entre eux ont montré l'effet positif tandis que d'autres n'ont trouvé presque aucune relation entre les deux variables ou celle négative.

En utilisant des données de panel portant sur 51 pays développés et en développement pour la période 1997-2001, Iimi (2005) a prouvé une relation positive entre la décentralisation fiscale et la croissance du PIB. Huit ans plus tard le même résultat a été trouvé pour les pays de l'OCDE entre 1970-2010 dans les deux études de Blöchliger (2013) et Blöchliger & Egert (2013). King & Ma (2001) trouvent que les pays décentralisés ont des taux d'inflation moins élevés.

Toutefois, des études trouvent des résultats différents selon la variable de décentralisation étudiée. Szaworska (2015) a trouvé une relation positive et significative entre la décentralisation des dépenses et la croissance économique et un effet négatif et significatif de la décentralisation des revenus. Adetola Adefeso (2015) et Gemmell, Kneller & Sanz (2013) trouvent complètement le contraire avec un effet positif de la décentralisation des revenus sur la croissance économique et un effet négatif de la décentralisation des dépenses. Le premier s'est penché sur les pays africains tandis que le deuxième s'est intéressé à 23 pays de l'OCDE pour la période entre 1972 et 2005.

En faisant usage d'un ensemble de données de panel qui implique 46 pays développés et en développement, Davoodi & Zou (1998) prouvent une relation négative entre la décentralisation fiscale et la croissance économique des pays en développement tandis qu'il n'existe pas de relation chez les pays développés. Dans le même sillage, Woller & Phillips (1998) n'ont trouvé aucune relation statistiquement significative entre la croissance du PIB et la décentralisation fiscale dans 23 pays développés et en développement pour la période 1974-1991. Thornton (2007) a constaté que l'impact peut être statistiquement insignifiant pour 19 pays de l'OCDE pour la période 1980-2000.

Wibbels (2000) met en évidence un effet négatif du fédéralisme budgétaire sur les performances macroéconomiques se traduisant par des niveaux d'inflation et des déséquilibres budgétaires plus importants. Les deux études de Rodriguez-Pose & Ezcurra (2010) et Rodriguez-Pose & Kroijer (2009) ont mis en évidence un effet négatif de la décentralisation fiscale sur la croissance économique.



Certaines études sont plus nuancées. De mello (2000) montre que la décentralisation, lorsqu'elle est associée à une dépendance des autorités locales aux transferts, conduit à la dégradation des finances publiques nationales. Rodden (2002) révèle que les déficits persistants apparaissent lorsque les gouvernements locaux sont simultanément dépendants des transferts et autorisés à emprunter.

On peut relever aussi à ce niveau que l'ambiguïté des résultats peut émaner du fait que ce sont des analyses inter pays. Les résultats sont influencés par la diversité de l'histoire, la culture et le degré de développement du pays. De ce fait, s'intéresser aux analyses au sein d'un seul pays peut minimiser ces divergences des données. En termes généraux, ce jeu de données sans distorsion révèle le véritable effet positif de la décentralisation.

On constate aussi que la tendance pour les travaux empiriques au sein des pays développés est une relation positive entre la décentralisation fiscale et la croissance économique, tandis que les peu études qui se sont intéressés aux pays en développement uniquement relèvent des relations négatives.

Remarquons aussi que la plupart des études inter-pays, dont nous représentons les détails au tableau 1, se sont penchés sur un échantillon mélangeant les pays développés et en voie de développement ou un échantillon des pays développés (surtout OCDE) seuls. L'enjeu pour les travaux futurs doit être de s'intéresser aux pays émergents et en développement en se distinguant de ceux développés. Ces pays se caractérisent par la faiblesse des ressources financières, humaines et techniques qui empêchent la décentralisation de jouer pleinement son rôle. Ils se caractérisent aussi par une faiblesse du taux de décentralisation car le principe

**Tableau1: Les études empiriques inter-pays des effets macroéconomiques de la décentralisation :**

Auteurs	Données	Variables	Résultats / critiques
Szarowska 2015	21 pays de l'Union Européenne  Période entre 1995-2012	VD :La croissance du PIB par habitant  VI : la décentralisation des dépenses, décentralisation des revenus, la décentralisation des recettes fiscales.	Un effet positif et significatif de la décentralisation des dépenses sur le développement économique et la croissance du PIB par habitant.  Un effet négatif et significatif de la décentralisation des revenus sur la performance économique et un effet négatif mais non significatif de la décentralisation des recettes fiscales.
Hammed Adetola Adefeso, 2015	5 pays africains : Maroc, Tunisie, Mauritanie, Nigeria et Afrique du sud  Période entre 2009-2014	VD : la croissance du PIB  VI : la décentralisation des dépenses, la décentralisation des recettes	Les résultats ont révélé respectivement des effets négatifs et positifs statistiquement significatifs de la décentralisation des dépenses et des recettes de la décentralisation.
Gemmell, Kneller et Sanz 2013	23 pays de l'OCDE  1972-2005	VD : la croissance du PIB  VI : Les dépenses publiques locales par rapport aux dépenses générales, les revenus locaux par rapport aux revenus généraux.	La décentralisation des dépenses génère une diminution de la croissance et la décentralisation des revenus génère une augmentation de la croissance
Blöchliger 2013	Pays de l'OCDE  1970-2011	VD: PISA score, l'investissement public (capital humain et physique)  VI: la décentralisation des revenus, la décentralisation des dépenses et la décentralisation des dépenses d'éducation,	Les résultats montrent que la décentralisation que ce soit mesurée en pourcentage des recettes ou des dépenses, est corrélée positivement avec le PIB par habitant. L'impact est plus important quand il s'agit de

			la décentralisation des recettes.
Blöchliger, et Égert  2013	Pays de l'OCDE  1970-2010	VD: PIB par habitant, , la productivité, le capital humain et l'investissement  VI: La décentralisation des dépenses, la décentralisation des revenus, revenu fiscal et revenu fiscal autonome.	les résultats conduisent à penser que la relation entre la décentralisation budgétaire et le PIB par habitant, la productivité ou le capital humain est statistiquement significative, alors que la relation avec l'investissement ne l'est pas. La multiplication par deux de la part des impôts ou des dépenses relevant des administrations infranationales (le ratio de décentralisation passant ainsi de 15 à 30 %, par exemple) est associé à une hausse du PIB par habitant de 3 % en moyenne.  Les indicateurs de décentralisation fondés sur les recettes (par exemple la décentralisation des recettes fiscales ou l'autonomie fiscale) offrent des résultats plus significatifs statistiquement et économiquement (coefficients plus élevés) que les indicateurs basés sur les dépenses
Sepulveda et Martinez Vasquez, 2011	65 pays développés et en développement, 1971-2000	VD : Part des dépenses ou recettes publiques locales dans le total des dépenses ou recettes publiques (+terme quadriqué),  VI : part de la population pauvre, « poverty gap », IDH, indice de Gini,	La décentralisation accroît la pauvreté mais contribue à réduire les inégalités si le gouvernement central représente une part significative de l'économie (plus de 20%)
Rodriguez- Pose et	21 pays de l'OCDE	VD : croissance du PIB par habitant	Un effet négatif et robuste de la décentralisation sur la croissance

Ezcurra 2010	1990-2005	VI : la décentralisation fiscale, politique et administrative	économique. L'impact de la décentralisation politique et administrative sur la croissance économique est plus faible et sensible à la définition et la mesure de la décentralisation politique.
Rodriguez- Pose et Kroijer 2009	16 pays de l'Europe de l'Est et centrale entre 1990-2004	VD : croissance du PIB par habitant  VI : les DPL en pourcentage du DPT, les ressources fiscales en pourcentage des ressources totales des CT, les ressources transférées en pourcentage des ressources totales des CT	La DF est négativement corrélée au développement durant la période d'analyse. Toutefois, les effets varient selon les indicateurs de DF utilisés.
Thornton 2007	19 pays de l'OCDE  1980-2000	VD : croissance du PIB par habitant  VI : recettes fiscales moyennes des gouvernements infranationaux découlant de l'assiette fiscale et des taux d'imposition.	Lorsque la mesure du chiffre d'affaires FD est limitée aux revenus sur lesquels l'infranational a une autonomie complète, l'impact sur la croissance économique est non significatif. Quadratic terme pas non plus significative.
Martinez- Vasquez et McNab 2005	52 pays développés et en développement  1972-1997	VD : croissance du PIB par habitant  VI : la décentralisation des dépenses et la décentralisation des revenus	Aucun lien direct entre la décentralisation fiscale et la croissance. Lien indirect par l'impact positif de la décentralisation des recettes sur la stabilité macroéconomique.
Vo 2005	17 pays de l'OCDE et 5 pays asiatiques (Indonésie, Kazakhistan, Kirgizstan, Vietnam et Malaisie)  1990-2001	La moyenne géométrique de la part des dépenses propres ajusté par l'autonomie sur les décisions de dépenses, la possibilité de fixer les taux d'imposition et les bases, l'accès aux marchés du crédit, et la taille des transferts intergouvernementaux.	relation positive entre la décentralisation fiscale et la croissance (uniquement basée sur des observations, aucune analyse de régression n'a été faite).
Iimi 2005	51 pays développés et en développement	VD : croissance du PIB par habitant	La décentralisation fiscale augmente de manière

	1997-2001	VI : les Dépenses Publiques Locales en pourcentage du DPT, les revenus fiscaux en % du PIB	significative la croissance économique (mais l'effet léger). Interaction entre la DA et la liberté politique est non significative.  10% plus élevée de la décentralisation des dépenses augmente la croissance du PIB réel par habitant de 0,6% points de (1% niveau de signification)
Meloche et al. 2004	10 pays de l'Europe centrale et de l'Est 1997-2000	VD : croissance du PIB par habitant  VI : les Dépenses Publiques Locales en pourcentage du DPT, Indicateurs utilisés dans Ebel et Yilmaz (2002), les ressources locales en pourcentage des ressources publiques totales.	L'autonomie non fiscale et l'autonomie des revenus a un effet positif à la croissance, alors que la dépendance financière a un effet négatif.
Ebel et Yilmaz 2004	6 pays de l'Europe centrale et de l'Est 1997-1999	VD : croissance du PIB par habitant  VI : Les recettes fiscales gouvernés par les gouvernements locaux (a), et celles non gouvernées (b), les transferts intergouvernementaux totaux (c), les transferts non gouvernés (d), recettes non fiscales locales (e).	La décentralisation est généralement positivement reliée à la croissance économique.  Les variables (a) et (e) ont un effet positif. Les variables (c) et (d) n'ont pas d'effet. La variable (b) a un effet négatif.
Thiessen 2003	21 pays de l'OCDE. 1973-1998	VD : croissance du PIB par habitant (average growth of income per working-age person).  VI : La part des dépenses (1), la part des revenus (2), moyenne non pondérée des deux(3), indicateur quadratique	La décentralisation des dépenses a un effet positif et significatif sur la croissance. La variable 2 a un effet non linéaire et la variable 3 n'a pas d'effet significatif.  Un degré moyen de décentralisation tend à promouvoir la croissance.
Rodden, 2002	43 pays développés et en développement, 1986-96	VD : part des déficits locaux par rapport aux DPL	Des déficits persistants sont

		VI : part des ressources locales propres, autonomie d'emprunt.	associés à une situation où les GL sont dépendants des transferts et autorisés à emprunter.
King et Ma, 2001	42 pays développés et en développement, moyenne 1973-1994	VD : taux d'inflation VI : part des recettes fiscales qui reviennent au gouvernement central.	Les pays centralisés ont des taux d'inflation plus élevés.
De Mello, 2000	30 pays, 1970-95	VD : part des déficits dans le PIB VI : autonomie fiscale locale, dépendance aux transferts, part des DPL dans le total des DP, interaction entre autonomie et part des DPL.	L'autonomie fiscale locale accroît les déficits au niveau local et la dépendance locale aux transferts détériore la situation fiscale du gouvernement central dans les PED
Wibbels, 2000	46 pays en développement, 1979-95	VD : déficit, inflation, dette VI : variable discrète (fédéral, mixte, unitaire).	La décentralisation a un effet négatif sur les performances macroéconomiques.
Davoodi et Zou 1998	46 pays en développement et de l'OCDE entre 1970-1989	VD : La croissance du PIB par habitant VI : Les DPL en pourcentage des DPT	L'augmentation de 10% de la décentralisation des dépenses entraîne une réduction du PIB par habitant aux pays en développement de 0.7-0.8% points (résultat pas significatif) mais n'a pas d'effets significatifs sur les pays développés.
Woller et Philips 1998	23 pays 1974-1991	VD : La croissance du PIB par habitant VI : La part des ressources et des dépenses locales dans ceux du gouvernement central,	Pas de relation robuste entre la décentralisation fiscale et la croissance économique.
Estache et Sinha, 1995	10 pays développés et 10 pays en développement, 1970-92	VD : dépenses d'infrastructures par tête VI : part des DPL dans les DP totales et des RL dans les RT.	La décentralisation a un effet positif sur le niveau des dépenses en infrastructure.

Oates 1995	40 pays 1974-1989	VD : La croissance du PIB par habitant VI : La part des dépenses moins les subventions.	Une relation robuste et positive entre la décentralisation fiscale et la croissance économique par habitant (PIB).

Tableau mis à jour et modifié d'après ceux de Caldeira et al (2014), Blochliger et al (2013) et Gemmel et al (2013)

MCO : moindres carrés ordinaires, MCP : moindre carrés pondérés, VD : variable dépendante, VI : variable indépendante, DPL : Dépenses publiques locales, DPT : Dépenses publiques totales, DP : dépenses publiques, RL : Recettes locales, RT : Recettes totales, GL : Gouvernements locaux. SURE : seemingly unrelated regression equation, TMC : triples moindres carrés, GMM : generalized method of moments, MCG: moindres carrés généralisés, PIB : Produit Intérieur Brut, CT : collectivités territoriale

reste souvent nouveau pour ces structures. Mais aussi des indices de gouvernance faibles en ayant des taux de corruption et d'analphabétisme élevés par rapport aux pays développés.

### **3.2. Analyse d'un seul pays :**

Pour le compte de notre analyse on va s'intéresser dans cette section aux travaux empiriques au sein d'un seul pays en distinguant les pays développés et les pays en développement car ces deux catégories se distinguent considérablement sur plusieurs plans et méritent d'être analysées séparément.

Plusieurs études, s'intéressant aux pays en voie de développement, ont mis en évidence une relation robuste et positive entre la décentralisation fiscale et la croissance économique. Yulindra (2012) montre l'effet positif de la décentralisation fiscale dans la province Sumatera Barat en Indonésie sur des indicateurs de croissance économique de manière significative. Tandis que, Heidi Jane Smith (2012) revient à presque la même conclusion en ce qui concerne le cas du Mexique. Devkota (2014) a démontré aussi qu'il existe une corrélation significative et positive entre la décentralisation des dépenses et la croissance du PIB agricole par habitant de 20 districts au Nepal. Faridi (2011) a révélé qu'au Pakistan les deux variables de décentralisation ont un effet positif et significatif sur la croissance économique pour 4 provinces.

Toutefois, Iqbal et al (2012) vient à démontrer des résultats plus mitigés pour le Pakistan. La décentralisation des revenus a un effet positif et significatif sur la croissance économique tandis que la décentralisation des dépenses a un effet négatif et significatif. Le composite de décentralisation a un effet positif et significatif.

Avant ces deux analyses, Malik et al (2005) ont mis en évidence, pour la période 1971-2005 au Pakistan, que la part des dépenses et la part des revenus propres ont un effet positif et significatif sur la croissance (coefficients estimés sont de 0,54 et 0,62 respectivement. Lorsque les subventions sont incluses dans les revenus SCG on constate que l'effet de la décentralisation des revenus devient négatif mais insignifiant

Dans la même logique et en faisant usage d'un ensemble de données qui couvre 61 provinces du Vietnam, Anwar et al. (2011) trouve que l'effet de la décentralisation des dépenses sur la croissance économique a été négatif, alors que l'effet des revenus de la décentralisation sur la croissance économique a été positif. Les résultats soutiennent l'idée que les gouvernements



provinciaux sont efficaces dans la collecte des recettes par le biais des impôts, alors que le gouvernement central semble être plus efficace pour le dépenser.

Les études empiriques au sein de la Chine enfoncent plus la diversification des résultats. Lin et Liu (2000) ont constaté l'impact positif de la décentralisation fiscale sur la croissance du PIB en Chine durant les années 1980. Tandis que, Zhang et Zou (1998) constatent l'impact négatif de la décentralisation fiscale sur la croissance économique en Chine (étude basée sur les données pour la période 1980-1992). Zheng et Chu (2013) estime aussi selon leur étude empirique qui porte sur 31 provinces chinoises entre 1996-2005 que la relation entre la croissance économique régionale et les dépenses du gouvernement provincial existe. En outre, la relation existe aussi dans le sens inverse car les dépenses du gouvernement provincial est affecté par le PIB régional.

Il existe d'autres études qui ont mis en évidence que cette relation a la particularité d'être non linéaire. Samimi et al (2010), pour 30 provinces d'Iran entre 2001-2007, ont démontré qu'il existe une corrélation significative et positive entre les deux variables de décentralisation et la croissance du PIB provincial. Qiao et al (2008) aussi ont démontré que la décentralisation budgétaire a renforcé la croissance, mais la relation entre les deux variables est non-linéaire.

Toutefois, d'autres études ont relevé un effet non significatif statistiquement entre les deux variables. Adefeso (2014), pour le cas de Nigeria, a démontré qu'il n'existe qu'aucun effet significatif robuste de la décentralisation des dépenses ou des recettes sur la croissance du PIB réel par hab.

Ceci, tandis que d'autres études mettent en évidence l'effet négatif de la décentralisation sur la croissance économique. Pour Sagbas et al (2005), la relation entre la décentralisation fiscale et la croissance économique est négative pour 67 provinces turques. Huang et Chen (2005) démontre aussi que l'effet direct de la décentralisation fiscale sur la croissance est négatif. Cependant, cet effet devient plus réduit avec une décentralisation plus élevée; et au-dessus d'un certain seuil de décentralisation supplémentaire elle devient bénéfique pour la croissance régionale.

Dans le même sillage, plusieurs études empiriques se sont intéressées aux pays développés. Akai et Sakata (2002) ont trouvé une relation positive entre la décentralisation fiscale et la croissance du PIB aux Etats-Unis pour la période 1992-1996. Carrion-i-Silvestre et al. (2008)

Tableau 2 : Les études empiriques d'un seul pays de la décentralisation et la croissance économique:

Auteurs	Variables	Résultats / critiques
<b><u>La décentralisation fiscale et la croissance économique dans les pays émergents et en développement:</u></b>		
Adefeso (2014)	VD :La croissance du PIB réel par habitant  VI : La décentralisation des dépenses et des revenus	Aucun effet significatif robuste de la décentralisation des dépenses ou des recettes sur la croissance du PIB réel par habitant au Nigeria
Khim Lal Devkota (2014)	VD: La croissance du PIB agricole par habitant  VI: La décentralisation des dépenses	Il existe une corrélation significative et positive entre la décentralisation des dépenses et la croissance du PIB agricole par habitant du district.
Chu Et Zheng (2013)	VD : La croissance du PIB provincial  VI : degré de décentralisation fiscale.	Les résultats montrent que la décentralisation fiscale en Chine a augmenté les dépenses provinciales pour les infrastructures physiques et l'éducation, ce qui a conduit à une hausse du stock de capital physique et le capital humain au niveau local, puis conduit à la croissance des économies régionales.
Sonni Yulindra (2012)	VD: log du PIB régional  VI: 3 indicateurs de décentralisation fiscale	Les résultats montrent qu'il y'a une relation significative positive entre l'indicateur 1 et l'indicateur 2 et le PIB régional. Ceci montre que la décentralisation a tendance à stimuler la croissance économique dans les 15 régions de Sumatra province.
Nasir Iqbal Musleh Ud Din, Ejaz Ghani (2012)	VD: PIB par habitant  VI: Composite de décentralisation fiscale, décentralisation des dépenses, décentralisation des revenus, institutions démocratiques.	La décentralisation des revenus a un effet positif et significatif sur la croissance économique. La décentralisation des dépenses a un effet négatif et significatif. Le composite de décentralisation a un effet positif et significatif.  La décentralisation des dépenses combinée à la variable d'institutions démocratiques a un effet positif sur la croissance économique.
Lan Phi Nguyena	VD : Croissance du PIB	Pour la première période : la croissance économique au Vietnam est positivement associée

Sajid Anwar (2011)	provincial  VI : Variables de DF : la décentralisation des revenus et décentralisation des dépenses (FD).	à la décentralisation des revenus, mais négativement associée à la décentralisation des dépenses.  Pour la deuxième période : la croissance économique au Vietnam est positivement associée à la décentralisation des revenus et des dépenses d'investissement, mais négativement associée à la décentralisation des dépenses de fonctionnement.
Heidi Jane Smith (2012)	VD : Le PIB municipal par habitant  VI : Revenus autonomes, dépenses salariales, travaux publics et autres dépenses	Les résultats montrent une corrélation positive et significative entre les revenus autonomes et le PIB municipal à l'intervalle de confiance de 99 pour cent pour toutes les années. Cela veut dire qu'il y est un lien entre le développement économique d'une communauté et leurs efforts à élever les recettes publiques locales. Cette relation est forte pour les quatre années testées.
Faridi (2011)	VD : PIB provincial  VI : le ratio des dépenses provinciales (et ajusté), le ratio des revenus provinciaux ( et ajusté).	Les deux variables de décentralisation ont un effet positif et significatif sur la croissance économique au Pakistan.
Samimi, Petanlar, Haddad Et Alizadeh (2010)	VD: La croissance du PIB provincial  VI : la décentralisation des revenus, la décentralisation des revenus fiscaux	Il existe une corrélation significative et positive entre les deux variables de décentralisation et la croissance du PIB provincial.  La relation est non linéaire.
Yilmaz et Tosun (2008)	VD : PIB par habitant, croissance du PIB par habitant.  VI : Population urbaine, taille de la zone, nombre de municipalités par habitant, nombre de municipalités par	Corrélation négative entre la décentralisation par nombre de municipalités par habitant et la croissance économique.  Les résultats ne montrent pas d'impact significatif de la création de nouvelles provinces par séparation de celles existantes.

	Km....	
Qiao Et Al. (2008)	La part des dépenses. Indicateur quadratique.	La décentralisation budgétaire a renforcé la croissance, mais la relation entre les deux variables est non-linéaire.
Malik, Hassan, Hussain (2005)	La part des dépenses, La part des dépenses moins les charges de défense et d'intérêt, la part des revenus, la part des revenus propres.	Tant la part des dépenses et la part des revenus propres ont un effet positif et significatif sur la croissance (coefficients estimés sont de 0,54 et 0,62 respectivement. Lorsque les subventions sont inclus dans les revenus SCG on constate que l'effet de la décentralisation des revenus est négatif (-0,17), mais insignifiant.
Isa Sagbas, Huseyin Sen, Muhsin Kar (2005) 67prov	VD: La croissance du PIB provincial VI: Le ratio des dépenses provinciales par rapport au PIB provincial, Le ratio des revenus provinciaux par rapport au PIB provincial.	La relation entre la décentralisation fiscale et la croissance économique est négative.
Neyapti (2005)	VD : PIB par habitant et sa croissance. Dépenses du personnel. Valeur ajoutée agricole. Investissement public. Investissement privé. VI : la décentralisation des dépenses et la décentralisation des revenus	La décentralisation des dépenses est positivement associée avec le niveau et la croissance du PIB par habitant et négativement associée aux dépenses du personnel. La décentralisation des revenus est positivement associée avec la valeur ajoutée agricole. En général il y'a une corrélation positive avec les indicateurs socio-économiques.
Jin, Zou (2005)	La part des dépenses, la part des dépenses extra budgétaire, la part des revenus, la part des revenus propres	De 1979 à 93: La décentralisation des dépenses a un effet négatif sur la croissance (-2,98), la décentralisation des revenus est positive pour la croissance (0,54). De 1994-1999: La décentralisation des dépenses n'a pas d'effet sur la croissance, la décentralisation des revenus a un effet négatif sur la croissance (-0,51).
Huang, Cheng (2005)	La part des revenus retenus sous nationaux, le ratio entre les revenus retenus et le total	L'effet direct de la décentralisation fiscale sur la croissance est négatif. La décentralisation fiscale diminue la croissance; Cependant, cet effet devient plus réduit avec la décentralisation plus élevé; et au-dessus d'un certain seuil de décentralisation

	des revenus sous nationaux, indicateur quadratique	supplémentaire elle est bénéfique pour la croissance régionale
Desai Et Al. (2003)	Part des revenus générés localement tenu par une région.	Impact positif sur la reprise de la production cumulée des régions russes. L'impact positif est diminué avec des «rentes» plus élevés: les revenus provenant de la production et des subventions des ressources naturelles du gouvernement central.
Qiao, Martinez, Vazquez, Y. Xu (2002)	La décentralisation des dépenses. Indicateur quadratique.	La décentralisation fiscale mène à la croissance, mais la relation semble être non-linéaire.
Lin Et Liu (2000)	taux de rétention marginale.	La décentralisation fiscale est positive pour la croissance économique. Augmenter l'indicateur de décentralisation fiscale de 10% augmente le taux de croissance du PIB par 2,7 points.
Zhang Et Zou (1998)	VD : Croissance du PIB par habitant  VI : La décentralisation des dépenses, calculée en total, par habitant et relativement aux revenus.	La décentralisation fiscale est préjudiciable à la croissance (croissance du PIB par habitant). estimation Coefficient = -0,054
<b>La décentralisation fiscale et la croissance économique dans les pays développés :</b>		
Grisorioa Et Prota (2011)	VD : les dépenses en capital et dépenses économiques en pourcentage du total des dépenses publiques régionales  VI : la décentralisation des recettes fiscales et le déséquilibre fiscal (fiscal imbalances)	Les résultats démontrent que le niveau de décentralisation influent sur la composition des dépenses et que l'impact est à la fois dans le court et long terme.  Une augmentation du niveau de décentralisation peut induire une réduction de la part des dépenses en capital au total des dépenses régionales. Ce résultat est robuste à différentes méthodes empiriques.  La décentralisation fiscale plus élevée réduit les dépenses de protection sociale, alors qu'elle augmente le niveau d'investissement pour améliorer le capital humain, ainsi que les dépenses en infrastructure et le développement.
Hammond Et Tosun (2009)	Les variables de mesures des gouvernements locaux (des mesures par habitant et par	Les résultats différents selon les régions métropolitaines et non métropolitaines.  La décentralisation des revenus est positive pour la croissance du revenu dans les régions métropolitaines (10% d'augmentation de la centralisation diminue la croissance de 0,28%),

	mettre carré). Ratio des revenus du comté.	mais n'a pas d'effet global
Cantarero, Perez Gonzales (2009)	La décentralisation des dépenses et la décentralisation des revenus	Aucune relation entre la décentralisation des dépenses et la croissance. relation positive entre la décentralisation des revenus et la croissance. augmentation de 10% du chiffre d'affaires de la décentralisation ajoute 0,5% à la croissance du PIB par habitant. Aucune preuve de non-linéarités.
Carrion-I-Silvestre Et Al (2008)	La part des revenus et la part des dépenses net aux transferts intergouvernementaux.	La décentralisation fiscale a un effet positif sur la croissance économique régionale et nationale. L'effet du côté des dépenses est plus forte que du côté des recettes.
Akai, Nishimura, Sakata (2007)	La part des dépenses, La part des revenus propres.  Indicateur quadrique.	Non linéaire, la relation entre le fédéralisme budgétaire et la croissance. Le degré optimal de décentralisation fiscale est supérieur à ce qui est observé pour le partage des revenus, d'où les États-Unis gagnent en termes de croissance.
Hammond Et Tosun (2006)	Nombre de comtés, les municipalités et les gouvernements des cantons par rapport à la population de la région.	Relation relativement faible ou négative dans les régions non métropolitaines, par opposition à un impact positif dans les régions métropolitaines.
Solle-Olle, Esteller-More (2006)	Variable fictive pour la responsabilité légale de la production de services.	La décentralisation fiscale est positive pour la route et l'investissement éducatif et le stock de capital, et devrait donc être bénéfique à la croissance.
Dean Stansel (2005)		La fragmentation élevée est associé à une croissance significativement supérieure au (log) revenu réel par habitant.
Feld Et Al. (2004)	La part des revenus et des dépenses, ainsi que la part des subventions. Tax competition (différence entre le taux d'imposition dans un canton et le taux d'imposition moyen dans les cantons voisins), la fragmentation (nombre de	La décentralisation des dépenses et des revenus n'ont aucun effet sur la croissance. Les subventions de contrepartie sont en corrélation négative avec la performance économique. La concurrence fiscale a un effet positif sur le PIB par habitant. Fragmentation a un impact négatif marginal, alors que l'urbanisation n'en a pas.

	communes / population), et de l'urbanisation (part des personnes vivant dans les zones urbaines).	
Akai, Sakata (2002)	La part des revenus, la part des dépenses, la moyenne des deux, la part des revenus propres	La décentralisation a un impact positif sur le produit brut de l'Etat. Augmentation de la décentralisation des dépenses de 10%, la croissance augmente par 1,6-3,2 points.
Akai, Nishimura, Sakata (2002)	La part des dépenses, la part des revenus propres	La décentralisation fiscale a un effet positif sur la croissance économique; et l'effet négatif sur la volatilité économique.
Behnisch, Buttner, Stegarescu (2002)	La décentralisation des dépenses des gouvernements fédéraux	La décentralisation accrue a été positive pour la croissance de la productivité de l'Allemagne (mais pas dans le cas de l'éducation et de la science, ni transport et de communication).
Davoodi, Zou, Xie (1998)	La décentralisation des dépenses pour chaque niveau du gouvernement	Le niveau du fédéralisme fiscal existant a été conforme à la maximisation de la croissance. Changer le niveau actuel pourrait donc être préjudiciable à la croissance.

Tableau mis à jour et modifié d'après ceux de Blochliger et al (2013), Gemmel et al (2013), Breuss et al (2004) et Adefeso adetola (2015)

ont examiné la décentralisation fiscale en Espagne. Ils ont constaté que l'impact de la décentralisation des recettes sur la croissance économique est positif, alors que l'impact de la décentralisation des dépenses est négatif.

Alors que les études existantes (présentées au tableau2 ci-dessus) fournissent amplement la preuve d'un lien entre la décentralisation fiscale et la croissance économique dans les pays développés et en développement, très peu des études existantes ont empiriquement examiné l'impact de la décentralisation fiscale sur la croissance économique au niveau des pays en développement. On remarque, alors, que la plupart des études empiriques dans ce sens se sont intéressés aux pays émergents avec forte croissance économique, où la décentralisation est une variable intéressante parmi bien d'autres.

Plus concrètement, dans le cas de l'économie chinoise où de plus grandes divergences sont détectées. Le modèle de croissance économique de la Chine, ainsi que les particularités de son processus de décentralisation, conditionne l'hypothèse que la décentralisation fiscale favorise la croissance économique de ce pays. Quand les variables sont inclus pour capturer les fluctuations économiques ainsi que les expériences de l'économie, nous pouvons détecter une certaine influence positive de la décentralisation fiscale dans la croissance de l'économie de la Chine. Considérant que, pour les autres études d'un seul pays, les effets de la décentralisation fiscale dépendent essentiellement de la nature de l'institution financière et le système politique mis en place. Néanmoins, les résultats semblent se pencher vers l'hypothèse selon laquelle un degré moyen de décentralisation fiscale tend à mieux promouvoir la croissance économique. En d'autres termes, une teneur optimale de la décentralisation serait en mesure de tirer profit d'une économie du pays à un rythme plus grand que ce serait à des niveaux supérieurs ou inférieurs de la décentralisation fiscale (ESTEBAN ; DE FRUTOS & PRIETO, 2008).

#### 4. Conclusion :

En guise de conclusion, par rapport à notre revue de littérature, on peut relever l'ambiguïté des résultats tirés des différentes études empiriques. En théorie, il est prévu que la décentralisation conduira à une prestation efficace des services publics locaux et se traduira par un développement économique rapide. Cependant, ceci n'a pas été formellement prouvé que ce soient dans les études inter-pays ou d'un seul pays.

En règle générale, les avantages de la décentralisation fiscale sont largement supérieurs à leurs inconvénients. Toutefois, les points négatifs surtout au niveau macroéconomique s'accordent à la particularité des pays en développement qui n'arrivent pas à appliquer les



fondements de la décentralisation de la meilleure façon. Ceci se voit clairement à travers l'étude des résultats des travaux empiriques qui s'intéressent aux pays en développement. Ces derniers, représentent une particularité intéressante à l'étude. Ils se caractérisent par la faiblesse des ressources financières, humaines et techniques qui empêchent la décentralisation de jouer pleinement son rôle. Ils se caractérisent aussi par une faiblesse du taux de décentralisation car le principe reste souvent nouveau pour ces structures. Mais aussi des indices de gouvernance faibles en ayant des taux de corruption et d'analphabétisme élevés par rapport aux pays développés. Notons dans ce sens que ces études restent peu nombreuses et pas suffisamment robustes pour tirer des conclusions surtout avec l'évolution permanente des pays émergents et par conséquent, doivent être une matière intéressante à l'étude.

Notons aussi que parmi les facteurs qui peuvent causer ces résultats ambigus et différents, ceux qui se démarquent le plus sont les différentes approches méthodologiques, l'unité d'analyse appliquée (études inter-pays par rapport aux études d'un seul pays) et les diverses conceptions de la variable de décentralisation fiscale. En ce sens, la recherche future peut envisager d'élaborer des mesures plus désintégréées de décentralisation fiscale (ESTEBAN ; DE FRUTOS & PRIETO, 2008). De manière égale, il serait souhaitable que les responsables publics des statistiques officielles dressent meilleures et plus larges données de séries chronologiques.

### **Références bibliographiques :**

- ADEFESO ADETOLA, H. (2015). "Fiscal decentralization and sustainable economic development : empirical analysis from selected Sub-Sahara African countries". *Journal of Sustainable Development in Africa*, 17(03), 41-54.
- AKAI, N. , SAKATA, M. (2002). "Fiscal decentralization contributes to economic growth : evidence from state-level cross section data for the United States". *Journal of Urban Economics*, 52, 93–108.
- ALDERMAN, H. (2002). "Do local officials know something we don't ? Decentralization of targeted transfers in Albania", *Journal of Public Economics*, 83(3), 375-404.
- ANWAR, S., NGUYEN, L. P. (2011), "Fiscal decentralization and economic growth in Vietnam", *Journal of The Asia Pacific Economy*, 16, 3-14.
- ARELLANO, M., BOND, S. (1991). "Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations," *Review of Economic Studies*, 58, 277-297.
- ARZE DEL GRANADO, F. J., MARTINEZ-VASQUEZ, J., SIMATUPANG, R. R. (2008), "Local government fiscal competition in developing countries : the case of Indonesia ", *Urban Public Economics Review*, 13-45.
- AZFAR, O., LIVINGSTON, J. A. (2010), "Federalist disciplines or local capture ? An empirical analysis of decentralization in Uguanda ", *Working papers 12, I.R.I.S, University of Maryland*.
- BARDHAN, P. (2002). "Decentralization of governance and development", *Journal of Economic Perspectives*, 16(4), 185-205.
- BARDHAN, P. , MOOKHERJEE, D. (2006). " Pro-poor targeting and accountability of local governments in West Bengal" , *Journal of Development Economics*, 79(2), 303-327.
- BARENSTEIN, M., DE MELLO, L. (2001). "Fiscal decentralization and governance : A cross-country analysis", *IMF Working Papers 01/71, International Monetary fund*.
- BESLEY, T., CASE, A. (1995). "Incumbent behavior: Vote-seeking, tax-setting, and yardstick competition", *American Economic Review*, 85(1), 25-45.
- BIRD, R. M., RODRIGUEZ , E. (1999). "Decentralization and poverty alleviation. International experience and the case of Philippines", *Public Administration and Development*, 19, 299-319.
- BLÖCHLIGER, H. (2013), "Decentralisation and Economic Growth - Part 1: How Fiscal Federalism Affects Long-Term Development", *OECD Working Papers on Fiscal Federalism*, No. 14, OECD Publishing.
- BLÖCHLIGER, H., ÉGERT, B. (2013), "Decentralisation and Economic Growth - Part 2: The Impact on Economic Activity, Productivity and Investment", *OECD Working Papers on Fiscal Federalism*, No. 15, OECD Publishing.
- BREUS, F. ELLER, M. (2004). "fiscal decentralisation and economic growth: is there really a link?". Published in CESifo DICE Report, *Journal for Institutional Comparisons*. Volume 2, No. 1, Spring 2004, 3-9 .
- CALDEIRA, E., FOUCAULT, M. , ROTA-GRAZIOSI, G. (2012). "Decentralization in Africa and the nature of local governments 'competition: Evidence from Benin", *NBER Working papers 18126, National Bureau of Economic Research, Inc*, publié en ligne in *International Tax and Public finance* DOI 10.1007/s10797-014-9343-y.
- CALDEIRA, E., ROTA-GRAZIOSI, G. (2014). "La décentralisation dans les pays en développement : une revue de la littérature" , *Revue d'économie du développement*, 2014/4 Vol. 22, p5-37. DOI : 10.3917/edd.284.0005.
- CARRION-I-SILVESTER, J. L., Espasa, M., Mora, T., (2008). "Fiscal decentralization in Spain". *Public Finance Review*, 36 (2), 194–218.

- DAVOODI, H., XIE, D. , ZOU, H.-F. (1999). “Fiscal decentralization and economic growth in the united States”, *Journal of Urban Economics*, 45(2), 228-239.
- DAVOODI, H. , ZOU, H. (1998). “Fiscal decentralization and economic growth: a cross-country study”. *Journal of Urban Economics*, 43, 244–257.
- DE MELLO, L. J. (2000). “Fiscal decentralization and intergovernmental fiscal relations: A cross-country analysis”, *World Development*, 28(2), 365-380.
- EBEL, R.D. , YILMAZ, S. (2004). “On the Measurement and Impact of Fiscal Decentralization”. *Washington DC: Urban Institute*.
- ENIKOLOPOV, R., ZHURAVSKAYA, E. (2007). “Decentralization and political institutions” , *Journal of Public Economics*, 91(11-12), 2261-2290.
- ESTACHE, A., SHINA, S. (1995). “Does decentralization increase spending on public infrastructure ?,” *Policy research Working Paper Series 1457*, The World Bank.
- ESTEBAN, S., DE FRUTOS, P., PRIETO, M.J. (2008). “Fiscal decentralization and economic growth. Empiric evidence from a regional perspective”, *Regional and Sectoral Economic Studies*, Vol. 8-1 (2008), 29-58.
- FAGUET, J.P. (2004). “Does decentralization increase government responsiveness to local needs? Evidence from Bolivia”, *Journal of Public Economics*, 88(3-4), 867-893.
- FAGUET, J.P., SANCHEZ, F. (2008). « Decentralization’s effects on educational outcomes in Bolivia and Colombia” . *World Development*, 36(7), 1294-1316.
- FAN, C. S., LIN, C. , TREISMAN, D. (2009). “Political decentralization and corruption: Evidence from around the world”, *Journal of Public Economics*, 93(1-2), 14-34.
- FISMAN, R., GATTI, R. (2002). “Decentralization and corruption : Evidence across countries” , *Journal of Public Economics*, 83(3), 325-345.
- GALASSO, E., RAVALLION, M. (2005). “Decentralized targeting of an antipoverty program” , *Journal of Public Economics*, 89(4), 705-727.
- GEMMELL, N., KNELLER, R., SANZ, I. (2013). “Fiscal Dencentralisation and Economic Growth in OECD Countries: Spending versus Revenue Decentralisation”, *Economic Inquiry* 51, 1915-1931.
- HAYEK, F. A. (1948). “Individualism and economic order”. Chicago: *Chicago University Press*.
- HUTHER, J., SHAH, A. (1998). “Applying a simple measure of good governance to the debate on fiscal decentralization” , *Policy Research Working Paper Series 1894*, The World Bank.
- IQBAL, N., DIN, M., GHANI, E. (2012). “Fiscal decentralization and economic growth: role of democratic institutions”. *The Pakistan Development Review* 51:3, 173–195.
- IIMI, A. (2005). “Decentralization and economic growth revisited: an empirical note”. *Journal of Urban Economics*, 57, 449–461.
- LIN, J.Y., LIU, Z. (2000). “Fiscal decentralization and economic growth in China”. *Economic Development and Cultural Change*, 49, 1–21.
- MARTÍNEZ-VÁZQUEZ, J., MCNAB, R.M. (2003). “Fiscal decentralization and economic growth”, *World Development*, n.º 31(9), 1597-1616.
- MARTÍNEZ-VÁZQUEZ, J. , TIMOFEEV, A. (2010). “Decentralization measures revisited”. *Intrenational Studies Program, Andrew Young School of Policy Studies*. Working paper 09-13.
- MELOCHE, J., VAILLACOURT, F., YILMAZ, S. (2004). “Decentralization or Fiscal Autonomy? What does really matter? Effects on growth and public sector size in European transition countries”. *World Bank Policy Research Working Paper 3254*. Washington DC: World Bank.

- MUSGRAVE, R. A. (1959). "The theory of public finance", *Mc Graw-Hill, New York*.
- OATES, W. E. (2005). "Toward A second-Generation Theory of Fiscal Federalism", *International Tax and Public Finance*, 12(4), 349-373.
- OATES, W.E. (1995), "Federalism and Government Finance", in Quigley, J.M. and Smolenskey, E. (eds.) *Modern Public Finance*, 125-151. Cambridge, Ma.: *Harvard University Press*.
- OATES, W. E. (1972). "Fiscal federalism". New York: Harcourt Brace Jovanovich.
- PRUD'HOMME, R. (1995). "The dangers of decentralization", *World Bank Research Observer*, 10(2), 201-20.
- RAVALLION, M. (1999). "Is More Targeting Consistent with Less Spending?", *International Tax and Public Finance*, 6(3), 411-419.
- ROBALINO, D.A., PICAZO, O. F. , VOETBERG, A. (2001). " Does fiscal decentralization improve health outcomes ? Evidence from a cross-country analysis", *Policy Research Working Paper* series 2565, The World Bank.
- RODDEN, J. (2002). "The dilemma of fiscal federalism: Grants and fiscal performance around the world," *American Journal Of Political Science*, 46(3), 670-687.
- RODRIGUEZ-POSE, A., KROIJER, A. (2009). "Fiscal Decentralization and Economic Growth in Central and Eastern Europe", *Growth and Change*, 40(03), 387-417.
- RODRÍGUEZ-POSE, A., EZCURRA, R.(2010). "Is fiscal decentralization harmful for economic growth?: evidence from the OECD countries", *Journal of Economic Geography*, 11 (4). pp. 619-643. ISSN 1468-2702.
- SEABRIGHT, P. (1996). "Accountability and decentralization in government: An incomplete contracts model", *European Economic Review*, 40(1), 61-89.
- SEPULVEDA, C., MARTINEZ-VAZQUEZ, J. (2011). "The consequences of fiscal decentralization on poverty and income equality," *Environment and planning C: Government and Policy*, Pion Ltd, London, vol. 29(2), pages 321-343.
- SMOKE, P. (2001). "Fiscal decentralization in developing countries: a review of current concepts and practice", *Democracy Governance And Human Rights Papers*2, United Nations Research Institute For Social Development.
- SMITH, Heidi, J. M. (2012) , "Fiscal Decentralization and Development: An Analysis of City Governments in Argentina and Mexico, 1980–2010", *Florida International University*.
- SZAROWSKA, I., (2015). "Impact of fiscal decentralization on economic development in the European Union".136-147
- THIESSEN, U. (2003): Fiscal decentralization and economic growth in highincome OECD countries", *Fiscal Studies*, n.º 24(3), pp. 237-274.
- THORNOTON, J. (2007). "Fiscal decentralization and economic growth reconsidered". *Journal of Urban Economics*, 61, 64–70.
- TIEBOUT, C. M. (1956). "A pure theory of local expenditures". *Journal of Political Economy*, 64, 416.
- TREISMAN, D. (2000). "The causes of corruption: a cross-national study", *Journal of Public Economics*, 76(3), 399-457.
- TREISMAN, D. (2007). "The architecture of government: rethinking political decentralization". *New York: Cambridge University Press*.
- VO, D.H. (2005), "Fiscal Decentralization in Vietnam: A Preliminary Investigation", *Economics Discussion/Working Papers* 05-16, The University of Western Australia

- VO, D.H. (2010). "The economics of fiscal decentralization". *Journal of Economic Surveys*, (2010) Vol. 24, No. 4, pp. 657–679.
- WIBBELS, E. (2000). "Federalism and the politics of macroeconomics policy and performance," *American Journal of Political Science*, 44(4), 687-702.
- WINKLER, D. R., ROUNDS, T. (1996). "Municipal and private sector response to decentralization and school choice" , *Economics of Education Review*, 15(4), 365-376.
- WOLLER, G.M., PHILLIPS, K. (1998). "Fiscal decentralization and LDC growth: an empirical investigation". *Journal of Development Studies*, 34 (4), 138–148.
- YULINDRA, S. (2012), "The effect of fiscal decentralization on local economic growth in Sumatera Barat Province, Indonesia", *graduate school of development studies, The Hague, The Netherlands*.
- ZHANG,T., ZOU ,H. (1998) . "Fiscal decentralization , public spending , and economic growth in China". *Journal of Public Economics*, 67, 221–240.
- ZHENG, X., P., CHU, J. (2013), "China's fiscal decentralization and regional economic growth", *The Japanese Economic Review*, 64, 537-549.